

**Climat - One Planet Summit -
COP23 - CETA - Intervention de
Mme Brune Poirson, secrétaire
d'État auprès du ministre d'État,
ministre de la transition écologique
et solidaire, au Sénat
(Paris, 13 décembre 2017)**

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Sénateurs, je vous remercie d'avoir organisé ce débat. Le président de la République l'a encore souligné hier, nous sommes à un moment de bascule, à un moment absolument crucial dans l'histoire de l'humanité. Malheureusement, il nous faut regarder les choses en face : nous sommes mal partis pour tenir les engagements de l'Accord de Paris.

J'ose le dire ici ce soir, parce que notre dialogue sur les questions climatiques doit être franc et honnête : la trajectoire actuelle est presque mortifère. Je vous remercie de l'intérêt que vous portez à ce sujet absolument fondamental.

L'année 2017 a été marquée par la tentative de déstabilisation de l'Accord de Paris menée par l'administration de M. Trump, qui a pris une décision que la France regrette bien sûr profondément. Nous nous sentons investis d'une responsabilité particulière, puisque c'est à Paris qu'a été négocié et signé cet accord. Le président de la République a d'ailleurs immédiatement assumé cette responsabilité, quelques heures à peine après la décision du président Trump de sortir de l'Accord de Paris.

Depuis, les cris d'alarme des scientifiques se multiplient, car nous sommes au seuil de l'irréversible. Alors que l'évolution des émissions de gaz à effet de serre est plus que jamais préoccupante, nous avons la quasi-certitude que nous échouerons à contenir le changement climatique si nous n'entrons pas immédiatement de plain-pied, dès aujourd'hui, dans l'action, dans la transformation de nos modes de vie et de nos comportements, mais aussi de notre économie, de nos façons de travailler et même de penser.

Nous avons aussi la quasi-certitude de vivre une nouvelle extinction des espèces, qui mettra à mal notre agriculture et l'humanité tout entière.

Permettez-moi de revenir rapidement sur la COP23. Selon certains, le bilan de cette conférence serait en demi-teinte. Pour ma part, je voudrais rappeler le contexte dans lequel elle s'est déroulée. Les États-Unis, l'un des premiers émetteurs mondiaux de CO₂, venaient de décider de se retirer de l'accord de Paris. D'autres États auraient pu les suivre dans cette attitude mortifère, parce qu'il est très facile de s'enfermer dans l'idée qu'on ne peut pas concilier développement économique et lutte contre le changement climatique. Heureusement, les États du monde entier ont refusé de tomber dans cette facilité : selon moi, cela suffit à faire

de la COP23 une certaine réussite, qu'il faut véritablement saluer.

Il faut aussi, quand on évoque la COP23, penser qu'il y a urgence pour les petits États insulaires, qui vivent au quotidien la réalité du changement climatique. À cet égard, le fait que cette conférence se soit tenue sous présidence fidjienne revêt une dimension symbolique. Depuis le début du siècle, les eaux ont monté de 19 centimètres. C'est énorme, et la poursuite de ce phénomène risque d'entraîner la disparition de nombreuses petites îles, c'est-à-dire de tout un pan de l'humanité. La France, qui compte de nombreux territoires insulaires affectés par la montée des eaux, est elle aussi directement concernée.

Je tiens à souligner que certaines avancées, que je ne détaillerai pas ici, ont été obtenues lors de la COP23. En matière de financements, notamment, des engagements ont été pris. Ils devront être confirmés lors de la COP24. Les questions du genre et du développement seront traitées dans le cadre du dialogue «Talanoa».

Les actions de la société civile ont été, plus que jamais, sur le devant de la scène lors de la COP23, ainsi qu'à l'occasion du One Planet Summit. On voit de manière frappante que nous sommes maintenant entrés dans le temps de l'action. L'accord de Paris a fourni un cadre structurant, une base, de grandes lignes directrices. La France se doit de protéger cet acquis.

Il nous faut, aussi et surtout, encourager les initiatives partout sur nos territoires. Parce que vous avez une très bonne connaissance des acteurs - élus, collectivités locales, entreprises, citoyens -, vous êtes plus que jamais, mesdames, messieurs les sénateurs, des moteurs de la transition écologique. Nous avons besoin de vous pour enclencher cette transition, la rendre totalement irréversible et la faire entrer de plain-pied dans la réalité.

Dans ce contexte, l'année 2018 sera à l'évidence décisive pour la mise en oeuvre de l'Accord de Paris et la préparation de l'indispensable relèvement de l'ambition en 2020.

À l'échelon national, une action résolue est plus que jamais nécessaire. Le One Planet Summit a permis de réaffirmer encore une fois l'ambition de la France. À cette occasion, le président de la République et nos partenaires ont pris douze engagements très forts que je détaillerai plus tard.

Je tiens maintenant à rappeler certaines des initiatives phares que le gouvernement a prises et a déjà commencé à mettre en oeuvre.

Le 6 juillet, le ministre d'État Nicolas Hulot a annoncé un plan Climat plus ambitieux encore que l'accord de Paris. Au travers de ce plan, nous nous fixons pour objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Nous définissons également des objectifs ambitieux pour chacun des grands secteurs qui structurent notre économie et la vie des Français : par exemple, la fin des véhicules thermiques d'ici à 2040 ou le recyclage à 100% des plastiques d'ici à 2025.

Telle est le plan d'action que nous nous sommes fixé ; à nous maintenant de le décliner et de le

mettre en oeuvre chaque jour. Ainsi, ce matin encore, au ministère de l'économie et des finances, je travaillais avec Delphine Gény-Stephann à la mise en oeuvre concrète du plan de recyclage total des plastiques et à la réduction des mises en décharge d'ici à 2025.

Je ne détaillerai pas d'autres mesures, pourtant essentielles, tel le paquet «solidarité climatique» en faveur des plus vulnérables. En effet, si la transition écologique n'est pas solidaire, elle ne sera pas, ou elle sera bien trop lente pour que nos objectifs puissent être atteints.

Parmi ces objectifs figure l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans notre mix énergétique. Nous déterminerons précisément comment l'atteindre dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie ; nous avons commencé à y travailler. L'énergie nucléaire reste absolument essentielle, notamment pour assurer la sécurité d'approvisionnement pour tous les Français, mais nous voulons peu à peu réduire sa part, ou en tout cas rééquilibrer notre mix énergétique en faveur des énergies renouvelables.

Les transports sont au coeur du plan Climat et de notre travail. Nous en discutons beaucoup à l'échelon européen. D'ailleurs, je me rendrai vendredi en Bulgarie pour évoquer ce sujet, avant d'assister lundi, à Bruxelles, au conseil des ministres de l'énergie de l'Union européenne. Il s'agit d'entrer dans l'action et d'enclencher toute une dynamique, en France, bien sûr, dans nos territoires, mais aussi à l'échelon européen et international.

Je vous remercie encore une fois d'avoir organisé ce débat et je me réjouis de pouvoir discuter avec vous plus en détail de toutes les actions qui sont menées par le gouvernement auquel j'appartiens.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, vous avez raison : il est absolument crucial de réduire les émissions de CO2 dans le secteur des transports. Le transport aérien représente en effet 2% des émissions de gaz à effet de serre. Or, pas plus que le transport maritime, il n'est inclus dans le champ de l'accord de Paris. Il nous faut donc nous attaquer à cette question.

Sachez toutefois que, dans ce domaine, le gouvernement n'est pas resté inactif. Vous avez certainement suivi le travail sérieux et de longue haleine que nous avons engagé, s'agissant notamment des accords commerciaux. En effet, si le gouvernement croit profondément en la valeur du libre-échange, il faut veiller à ce que celui-ci ne se fasse pas au détriment de la planète.

C'est cet équilibre difficile que nous avons cherché à promouvoir au titre du CETA, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. Hier encore, j'étais avec mon homologue québécoise, et le ministre d'État avec son homologue canadien, pour y travailler. Par ailleurs, nous oeuvrons avec l'Organisation maritime internationale, l'OMI, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur maritime.

Il va de soi que nos services recherchent activement des moyens efficaces de réduire nos émissions de CO2 dans le secteur aérien. Nous en discutons d'ailleurs beaucoup à l'échelon européen. En outre, l'accord CORSIA, Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation, a été conclu au mois d'octobre 2016. La première phase de sa mise en oeuvre a malheureusement été insuffisante, mais nous allons continuer à y travailler.

(Interventions des parlementaires)

Madame la Sénatrice, il est vrai que le Fonds vert pour le climat est régulièrement critiqué. Cela entretient l'idée que ce fonds serait dysfonctionnel, lent à devenir opérationnel et insuffisamment accessible aux pays les plus vulnérables. Sur ce dernier point, les préoccupations exprimées portent souvent davantage sur le volume d'engagements financiers directement accessibles aux pays en développement que sur la complexité de la procédure d'accès.

Pourtant, les pays les moins avancés et les petites îles, qui représentent environ 40% des projets et 30% des engagements financiers, n'ont pas été pénalisés en termes de volume d'engagements. Un processus d'approbation simplifié pour les petits projets non risqués sur les plans environnemental et social a été validé par le conseil au mois d'octobre 2017. Si l'on peut déplorer la lenteur des décaissements - qui s'élèvent à environ 110 millions de dollars à ce jour -, il faut tout de même souligner les progrès qui ont été récemment réalisés et dissocier les blocages relevant du Fonds vert pour le climat de ceux qui tiennent aux entités accréditées ou au conseil.

Rappelons aussi que le Fonds vert pour le climat n'en est qu'à sa deuxième année de fonctionnement. L'arrivée à leur terme des mandats des membres du conseil, à la fin de 2018, devra être l'occasion de repenser le mode de gouvernance du fonds. Nous nous y attacherons en soutenant le renforcement du secrétariat et en plaidant pour un mode de décision majoritaire, dont l'adoption contribuera à dépolitiser le processus décisionnel au sein du conseil.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, la question des financements est en effet absolument essentielle. C'était d'ailleurs tout l'objet du One Planet Summit qui s'est tenu hier. L'enjeu, en matière de financement, est de changer de paradigme.

Les montants requis dans les années à venir si l'on veut réaliser la transition écologique à l'échelle de la planète sont évalués à environ 90.000 milliards de dollars. À titre de comparaison, le PIB mondial, c'est-à-dire la totalité de la richesse produite par l'ensemble des pays de la planète, s'élève à environ 75.000 milliards de dollars...

La France, pour sa part, a déjà commencé à prendre ses responsabilités et est d'ailleurs pionnière en la matière. Face à des besoins de financement aussi importants, le recours à

l'argent public ne peut être l'unique réponse. Il faut «verdir» la finance, c'est-à-dire faire en sorte que tous les financements privés et publics soient fléchés vers des projets bas carbone et respectueux de l'environnement.

La France est leader sur le sujet, notamment avec les obligations vertes et l'article 173 de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, qui vise à instaurer la transparence sur les risques climatiques. D'autres initiatives ont été annoncées par Bruno Le Maire. Je pense par exemple à la charte signée par l'Agence française de développement et la Caisse des dépôts et consignations pour mettre un terme aux subventions aux énergies fossiles.

Sur la question des financements, il nous faut aussi accélérer notre action et, surtout, créer une dynamique en Europe et dans le monde : c'est un enjeu pour la France en termes d'attractivité. La place de Paris doit jouer un rôle moteur dans ce domaine. Nous sommes déjà bien placés dans cette perspective.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, si le One Planet Summit n'a pas eu lieu dans le cadre des négociations conventionnelles de l'ONU, c'est parce qu'il s'agit de deux choses complètement différentes.

Les négociations conventionnelles de l'ONU, qui sont absolument fondamentales, posent le cadre de la collaboration internationale et fixent les objectifs à atteindre. Vous savez à quel point l'Accord de Paris est important ; il faut célébrer sa conclusion.

Maintenant que nous avons fixé l'objectif, il faut se mettre en marche et trouver la meilleure route pour l'atteindre. Nous faire entrer de plain-pied dans l'action, c'est exactement l'objet du One Planet Summit, auquel ont participé de nombreux chefs d'État.

C'est justement la recherche du profit qui permettra à la grande finance, pour reprendre vos termes, de s'engager résolument dans le financement de l'économie verte. En effet, si nous instaurons la transparence sur les risques climatiques, quel investisseur participera à un projet néfaste pour l'environnement ? C'est tout l'enjeu de la transparence sur les risques climatiques.

Concernant les obligations vertes, il s'agit d'une initiative récente, appelée à se massifier et à changer d'échelle. Elles rencontrent d'ailleurs déjà un énorme succès. Nous nous attachons à promouvoir des standards, à faire prévaloir la rigueur. J'ai ainsi récemment présidé un groupe de travail sur l'évaluation des obligations vertes, qui vise à définir des standards, pour la France mais aussi à l'échelon européen, afin que, lorsque nous parlons de projets respectueux de l'environnement, nous parlions tous de la même chose et évitions le greenwashing.

(Interventions des parlementaires)

Oui, Madame la Sénatrice, la France et l'Europe ont pris toute la mesure des conséquences du

retrait des États-Unis de l'Accord de Paris. Quelques heures après la décision du président Trump, le président de la République s'est adressé, en anglais et en français, à la planète entière. Make our planet great again : ce n'est pas un simple effet d'annonce, puisque ces mots ont été suivis d'actions.

Moi qui ai vécu et travaillé aux États-Unis, j'ai pu mesurer, lorsque j'ai accompagné le président de la République à l'Assemblée générale des Nations unies, au mois de septembre dernier, l'ampleur de la mobilisation des acteurs de ce pays. Elle était paradoxalement presque plus forte que si le président Trump n'avait pas décidé le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris. Ainsi, le groupe America's Pledge - la promesse de l'Amérique - entend mobiliser l'ensemble de la société civile américaine pour que les engagements des États-Unis soient respectés, malgré la décision du président Trump.

Madame la Sénatrice, vous avez évoqué l'ambition de l'Union européenne en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Vous le savez, il est parfois difficile de prendre des décisions ambitieuses à vingt-huit. Nous pensons néanmoins qu'il ne faut jamais se résigner à perdre la bataille. Certes, nous, pays européens, pourrions être collectivement plus ambitieux et faire davantage. Nous y travaillons d'arrache-pied, je vous l'assure ! Avant que ce débat ne commence, j'étais encore en contact avec certains de mes homologues européens. Nous avons besoin de votre soutien, Mesdames, Messieurs les Sénateurs.

(Interventions des parlementaires)

Madame la Sénatrice, la France a pris hier des engagements importants en matière de lutte contre le changement climatique dans les pays en développement et les pays les moins avancés.

La France joue un rôle moteur au sein de plusieurs organisations internationales, notamment l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables, l'IAER, qui agit en faveur du développement des énergies renouvelables en Afrique subsaharienne, et l'Alliance solaire internationale. Cette instance, dont la création résulte d'une initiative conjointe de l'Inde et de la France, a vocation à développer de façon massive l'énergie solaire en Afrique et dans les pays les moins avancés.

En ce qui concerne le sujet essentiel de la montée des eaux, nous nous engageons, aux côtés de la Banque mondiale, dans l'initiative WACA, qui vise à préserver ou à améliorer les conditions de vie des populations des régions littorales menacées.

En outre, nous avons lancé une plateforme financière rassemblant plus de cent projets et destinée à lier les questions essentielles de l'eau et du climat. Dans les Caraïbes, nous avons créé une climate-smart zone, qui a été lancée par le CARICOM.

Il s'agit là d'initiatives concrètes, ayant pour finalité non seulement d'améliorer le sort des populations les plus vulnérables, qui sont les plus touchées par le changement climatique, mais aussi de développer les énergies renouvelables de façon massive. Il est temps de changer

d'échelle. C'est ce à quoi nous nous attachons avec nos partenaires internationaux.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, la mobilisation des financements, notamment ceux des entreprises, des banques, des compagnies d'assurance, des fonds de pension, en faveur de la lutte contre le changement climatique constitue en effet un enjeu essentiel. Les besoins financiers sont colossaux, pharaoniques ! Pour accélérer la transition énergétique, écologique et solidaire dans le monde, il est nécessaire que l'ensemble des flux financiers, à la fois publics et privés, soient redirigés vers des projets respectueux de l'environnement. Si nous ne verdissons pas notre système financier et les actions de nos entreprises, nous ne serons pas en mesure de tenir les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris.

Là encore, la France joue un rôle moteur. Elle a été l'un des premiers pays au monde à émettre des obligations vertes, destinées à financer spécifiquement des projets respectueux de l'environnement. Depuis, de nombreux autres pays, ainsi que des entreprises et des collectivités locales, ont eux aussi émis des obligations vertes. Il faut maintenant changer d'échelle.

Pour cela, il faut faire toute la transparence sur les risques climatiques. L'article 173 de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte le permet. Cette initiative, qui fait figure de modèle, est reprise en Europe et ailleurs dans le monde.

Nous avons également pour ambition de faire de Paris la première place financière verte du monde. Avec les acteurs de la finance et de la place de Paris, nous travaillons activement sur ce projet.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, l'agriculture joue un rôle absolument essentiel, bien évidemment, dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Il s'agit, dans ce secteur aussi - peu à peu, mais le plus rapidement possible -, de changer de paradigme. L'initiative «4 pour 1.000», lancée lors de la COP21 par la France, est véritablement emblématique de ce que nous devons promouvoir pour accélérer la transition écologique dans le secteur de l'agriculture.

Le but de cette initiative est d'accroître la séquestration du carbone dans les sols agricoles. Les trois principaux objectifs sont d'assurer la sécurité alimentaire en accroissant la fertilité des sols, d'adapter l'agriculture au changement climatique, mais aussi, bien sûr, de contribuer à l'atténuation du changement climatique, notamment grâce aux services rendus aux écosystèmes, comme vous le soulignez dans votre question, Monsieur le Sénateur.

Des progrès importants ont été réalisés dans le cadre de cette initiative : l'installation des organes de gouvernance a eu lieu à Marrakech en 2016 et une feuille de route a été adoptée pour 2017. Cette feuille de route prévoit l'élaboration d'un référentiel d'évaluation des projets et des actions, un programme de recherche, une plateforme collaborative, ainsi qu'un centre de ressources.

Présente en Chine en septembre 2017 lors de la COP13 sur la lutte contre la désertification, l'initiative «4 pour 1.000» a aussi remporté le prix de la politique d'avenir visionnaire du World Future Council pour les politiques dévouées à la restauration des terres.

Une réunion de grande ampleur du Forum et du Consortium a été organisée en partenariat avec l'Allemagne, à Bonn, lors de la COP23.

Comme vous le voyez, cette initiative reste plus que jamais fondamentale, car elle propose un modèle pour accélérer la transition écologique dans le domaine agricole.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, je ne sais pas si nous avons franchi le seuil de l'irréversibilité. De nombreux scientifiques sont en train de travailler sur cette question. Cela dit, nous ne pouvons pas nous permettre de croire que nous l'avons franchi, car c'est prendre le risque de nous résigner. Or nous ne pouvons pas nous résigner.

Ce qu'il faut, c'est nous lancer dans l'action. Tel était l'objet du One Planet Summit. C'est aussi l'objet du travail de mon ministère, qui est plus que jamais mobilisé pour montrer que nous pouvons encore avoir un impact sur le réel. Bien évidemment, il nous faudra aussi mobiliser des financements.

La France a d'ailleurs pris des engagements financiers en faveur du climat en portant son financement de trois milliards d'euros par an en 2015 à cinq milliards d'euros par an en 2020, un milliard d'euros étant destinés à l'adaptation.

Par ailleurs, la contribution française au Fonds vert pour le climat s'élève à 774 millions d'euros, dont plus de la moitié seront des dons, ce qui fait de la France le cinquième contributeur à ce fonds en équivalents dons.

Notre pays est également un important contributeur au Fonds pour l'environnement mondial, sa contribution s'élevant à 300 millions de dollars sur la période 2015-2018.

Enfin, vous le savez, l'Agence française de développement, l'AFD, est extrêmement mobilisée. Depuis 2005, elle a engagé près de 24 milliards d'euros dans des projets ayant un cobénéfice climat. Elle a aussi mis en place plusieurs fonds, notamment une facilité de mise en oeuvre des contributions nationales, dotée de 30 millions d'euros, afin d'accompagner une quinzaine de

pays, notamment en Afrique et dans les pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Elle mobilisera également trois milliards d'euros entre 2016 et 2020 pour le développement des énergies renouvelables en Afrique.

Vous le voyez, Monsieur le Sénateur, la France, au-delà de son engagement en faveur du verdissement de la finance, contribue également directement à la lutte contre le changement climatique, en France, mais aussi dans les pays les plus vulnérables.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, l'économie sociale et solidaire représente déjà près de 12,5% des activités économiques de la France, soit un pan essentiel de l'économie française.

Cette forme d'économie, dont vous avez souligné l'importance, doit se généraliser. C'est exactement ce que le ministère de la transition écologique et solidaire s'efforce de faire. Nous nous y attachons à tel point que le terme «solidaire» figure dans l'intitulé du ministère... La transition ne pourra pas être écologique si elle n'est pas solidaire ! Si elle n'est pas solidaire, il sera plus difficile encore d'atteindre nos objectifs en matière de lutte contre le changement climatique.

C'est pour cette raison, notamment, que nous avons lancé un grand chantier en matière d'économie circulaire. Nous voulons que, à terme, l'économie circulaire devienne plus qu'un objet de conversation dans tous les foyers français, l'enjeu étant d'éveiller les consciences et de changer les comportements.

L'économie circulaire représente aujourd'hui près de 800.000 emplois. Si nous respectons les objectifs que nous nous sommes fixés, notamment celui de recycler 100% des plastiques et de réduire la mise en décharge de moitié d'ici à 2025, ce sont plus de 25.000 emplois supplémentaires non délocalisables qui pourraient être créés. De tels emplois seront bénéfiques à la fois pour la planète et pour la société.

Tel est le projet de société que nous portons. Nous devons transformer notre économie, pour la rendre mieux adaptée aux défis de demain.

Vous savez également que le Haut-commissaire à l'économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale, qui a rejoint le ministère en septembre dernier, travaille lui aussi sur un projet de loi, qu'il vous présentera bientôt, visant à réformer, à restructurer et à rendre encore plus ambitieuse cette économie sociale et solidaire.

Soyez donc assuré, Monsieur le Sénateur, que cette question est essentielle pour nous.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, à question directe, réponse directe : non, nous ne soumettrons pas le CETA à referendum !

En revanche, la commission Schubert, que le président de la République et le Premier ministre ont chargée d'évaluer les effets potentiels de ce traité sur le climat et sur les aspects environnementaux, sanitaires et sociaux, a conclu à une occasion manquée en matière de développement durable. Pour cette raison, le gouvernement a lancé un plan d'action visant à placer cet accord sous surveillance. Ce n'est qu'une fois qu'il aura été mis en place que nous soumettrons le CETA à ratification.

En outre, sachez que nous avons déjà commencé à dialoguer et à travailler de façon étroite avec nos partenaires canadiens. Comme je l'ai déjà dit, le ministre d'État et moi-même avons rencontré hier nos homologues canadiens respectifs, afin d'accroître et d'accélérer notre coopération en matière climatique.

Je rappelle que ce plan d'action prévoit un veto climatique. Il s'agit de faire en sorte qu'un investisseur ne puisse attaquer la France dans le cas où elle mettrait en place des régulations climatiques.

Par ailleurs, nous travaillons avec le Canada, notamment avec l'Organisation maritime internationale, afin de limiter les émissions de CO₂ résultant du commerce entre l'Union européenne et le Canada.

Enfin, Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est rendu au Canada avec des entreprises françaises pour dialoguer avec les Canadiens et mettre en oeuvre ce plan d'action.

N'oublions pas que les accords de libre-échange sont aussi une source de développement économique pour nombre de nos petites et moyennes entreprises, qui sont une part essentielle du tissu économique de la France.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, vous posez la question difficile et essentielle du lien entre développement économique et lutte contre le changement climatique.

Le gouvernement, comme d'ailleurs nombre de pays européens et de nos partenaires internationaux, ne pense plus qu'il y ait une opposition entre les deux, bien au contraire. Nous devons faire en sorte que développement économique et lutte contre le changement climatique aillent de pair. Le changement climatique doit aussi être une chance en matière de développement économique. Tel est en tout cas le défi que la France s'attache à relever.

Le ministre d'État Nicolas Hulot a annoncé le lancement d'une initiative majeure, le Green New Deal, qui visera à fédérer l'ensemble des énergies et à mobiliser en particulier le secteur économique, afin d'accélérer la transition écologique, de développer les emplois verts et de flécher les investissements privés vers des projets bas carbone.

Il en va de même à l'échelle de la planète. J'ai récemment accompagné le président de la République au Burkina Faso à l'occasion de l'inauguration d'une centrale solaire. Dans des pays tels que celui-là, le développement ne passe pas par la case pollution et par le recours excessif aux énergies fossiles. Il est possible d'utiliser directement les énergies renouvelables, qui sont tout à fait abordables.

De telles initiatives doivent se multiplier à l'échelle de la planète, afin d'accélérer la transition écologique et énergétique.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, le One Planet Summit vise à mettre en oeuvre concrètement l'Accord de Paris. Que vous le trouviez satisfaisant ou non, il a le mérite de poser un cadre clair et ambitieux, compte tenu du nombre d'États qui ont signé cet accord. Il faut maintenant mettre en oeuvre ce dernier, et c'est tout l'objet du One Planet Summit du 12 décembre, organisé sur l'initiative du président de la République.

Douze chantiers ambitieux ont été annoncés et seront suivis et évalués, dans les domaines des transports, de l'énergie, de la prévention des risques, mais également de l'agriculture, de la lutte contre la désertification, de l'eau et des financements.

Nous avons également annoncé un grand projet visant à limiter la dégradation des terres agricole, le Land Degradation Neutrality fund, qui vise, par des financements très innovants, à contenir la désertification et à promouvoir un nouveau type d'agriculture.

Par ailleurs, l'Agence française de développement est extrêmement mobilisée sur cette question. Je rappelle que la France s'est engagée à porter de son financement de trois milliards d'euros par an en 2015 à cinq milliards d'euros par an en 2020, dont un milliard d'euros seront consacrés directement à l'adaptation au changement climatique.

L'agriculture est un axe absolument essentiel de la politique de lutte contre le changement climatique, mais aussi d'une politique de solidarité et d'amélioration des conditions de vie des plus vulnérables. Ce sont en effet souvent les populations agricoles qui sont les plus durement et les plus directement affectées par le changement climatique.

(Interventions des parlementaires)

Madame la Sénatrice, vous posez la question importante de la solidarité. Il est vrai que nous

n'émettons pas tous les mêmes niveaux de CO₂, alors que nous vivons sur la même planète, dans le même pays. Il est donc essentiel que la dimension solidaire soit prise en compte dans la transition écologique. Le ministère s'attache à mettre en oeuvre cette solidarité dans chaque territoire.

Notre plan Climat vise la neutralité carbone d'ici à 2050. Cela suppose de changer nos modes de production, nos modes de consommation, mais aussi nos modes de déplacement. Élisabeth Borne, ministre des transports, y travaille activement, notamment dans le cadre des Assises de la mobilité, qui doivent nous permettre de repenser nos modes de transport, y compris dans les zones de France les plus reculées.

Venant également d'une circonscription rurale, je ne suis pas sans savoir que se pose également un enjeu de solidarité et de respect de l'environnement.

Madame la Sénatrice, je vous remercie de m'avoir interrogée sur les liens indispensables entre solidarité et transition climatique. Sachez que nous sommes mobilisés sur cette question. Mon collègue Sébastien Lecornu travaille au contrat de transition écologique, qui vise aussi à trouver des solutions spécifiques pour chaque territoire, car nous ne pouvons pas nous satisfaire de règles impératives qui viendraient du sommet et s'appliqueraient partout uniformément. Il faut que la transition colle au plus près des réalités locales, quelles qu'elles soient.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, contrairement aux accords passés, qui ne traitaient que des droits de douane, les accords «nouvelle génération» que négocie l'Union européenne comportent des dispositions sur les barrières non tarifaires, c'est-à-dire les normes, les standards et la coopération réglementaire, y compris dans le domaine environnemental.

Le premier accord de ce type signé par l'Union européenne est le CETA. Nous avons mis en place, comme je l'ai souligné précédemment, un plan d'action et surveillance sur la mise en oeuvre de ce traité.

Ce plan est structuré autour de trois axes forts.

Il s'agit d'abord de l'enrichissement des chapitres de développement durable, dont nous faisons par ailleurs la promotion dans d'autres accords commerciaux, notamment celui entre l'Union européenne et le MERCOSUR. Nous voulons par exemple promouvoir le respect effectif du principe de précaution, tel qu'il est prévu au sein des traités européens. Nous souhaitons aussi que soit préservée la capacité des États à réguler pour des objectifs légitimes de politique publique, notamment en matière environnementale. Nous prôtons d'ailleurs une mention explicite de l'Accord de Paris.

Nous encourageons ensuite les engagements à réduire les émissions du transport maritime et

aérien et soutenons les initiatives multilatérales en la matière.

Nous plaçons enfin en faveur de la soumission des chapitres de développement durable des accords en cours de négociation au mécanisme générique de règlement des différends de l'accord, comme c'est le cas pour tous les autres chapitres.

Soyez assuré, Monsieur le Sénateur, que nous poussons et faisons la promotion de ces mesures dans les accords que l'Union européenne est actuellement en train de négocier dans d'autres parties du monde, notamment avec le MERCOSUR.

(Interventions des parlementaires)

Madame la Sénatrice, dans les territoires ruraux, compte tenu de l'offre réduite en transports en commun, la dépendance à la voiture individuelle reste très forte pour la mobilité quotidienne.

Je le disais tout à l'heure, pour venir d'une circonscription rurale et avoir grandi dans une zone rurale, je sais combien nous sommes dépendants de la voiture et combien la question des transports est absolument cruciale pour notre développement économique à tous.

De fait, les transports du quotidien en zone rurale émettent bien de CO₂ que la moyenne nationale. C'est la raison pour laquelle le gouvernement souhaite apporter des solutions aux populations vivant dans ces zones.

Ainsi, la prime de conversion des véhicules sera élargie début 2018, la prime de 1.000 euros étant doublée à 2.000 euros pour les ménages non imposables ; elle permettra de remplacer les vieilles voitures polluantes, à essence ou diesel, par des véhicules plus récents. Cette prime sera particulièrement adaptée pour les habitants des zones rurales, qui n'ont souvent d'autres choix que la voiture.

Le développement des mobilités partagées sous diverses formes est également encouragé, car il s'agit d'une piste intéressante pour les zones rurales. Cela a fait l'objet de discussions particulièrement approfondies dans le cadre des assises de la mobilité. Il faut maintenant trouver les bons leviers pour lever les freins économiques, juridiques, mais aussi tout simplement pratiques, pour mobiliser les acteurs, les collectivités et les entreprises.

Des outils existent déjà, comme les plans de mobilité, depuis la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, mais il faut passer à la vitesse supérieure.

Sur le plan international également, nous avons uni nos forces en lançant une coalition pour les transports décarbonés aux côtés d'États tels que les Pays-Bas, le Costa Rica, le Portugal, mais également d'acteurs privés comme Alstom et Michelin, ou de villes comme Paris.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, vous posez une question sur l'agriculture, qui est absolument essentielle en matière de lutte contre le changement climatique et de transition écologique. J'en suis persuadée, celle-ci ne pourra se faire sans l'agriculture, à l'aide d'un panel divers de solutions.

Nous ne croyons pas en une solution miracle pour l'agriculture. Nous ne croyons pas non plus aux solutions imposées du haut et applicables à tout type d'agriculture. C'est pour cette raison que nous encourageons toutes les initiatives qui vont dans le sens d'un changement de paradigme, pour avancer vers un modèle d'agriculture qui soit plus durable. Les solutions sont très diverses.

Vous m'interrogez également sur l'agroécologie, qui constitue l'une des solutions possibles pour accélérer la transition écologique dans le domaine agricole.

L'agroécologie est définie par la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt de 2014. Elle se conçoit comme l'utilisation au maximum de la nature comme facteur de production en maintenant ses capacités de renouvellement. Elle s'appuie ainsi sur les fonctionnalités offertes par les écosystèmes, qu'elle amplifie, tout en visant à diminuer les pressions sur l'environnement et à préserver les ressources naturelles.

Bien sûr, comme je le précisais, d'autres modèles sont à soutenir. Il existe déjà des outils réglementaires pour inciter au changement de pratiques. Ce sont notamment les mesures agroenvironnementales et climatiques, ainsi que les aides à la conversion à l'agriculture biologique, qui relèvent de financements européens et nationaux.

Enfin, vous le savez sans doute, nous sommes en train de repenser et de redéfinir la politique agricole commune. Pour ce faire, nous travaillons de façon étroite avec le ministère de l'agriculture. Je suis sûre, par ailleurs, que vous avez suivi les travaux des états généraux de l'alimentation. Vous le voyez, cette question de la transition écologique dans l'agriculture est au coeur de notre réflexion, et je ne doute pas que votre grande expérience du terrain nous aidera dans cette tâche.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, la programmation pluriannuelle de l'énergie, ou PPE, fixe un objectif de 3.000 mégawatts d'éolien posés en mer en fonctionnement et jusqu'à 6.000 mégawatts attribués à l'horizon 2023. Les consultations en cours en vue de réviser cette PPE ont pour but de revoir ces objectifs à la hausse à l'horizon 2030.

Afin de faciliter le développement des énergies renouvelables en mer, nous avons lancé des procédures de simplification. Certaines sont déjà en application, et nous sommes en train de travailler à d'autres, car nous voulons aller plus loin, notamment en prenant exemple sur ce qui se fait dans d'autres pays européens.

Le gouvernement a donc annoncé, lors des Assises de l'économie de la mer, le 27 novembre 2017, de nouvelles mesures de simplification. En amont de l'appel d'offres, l'État prendra dorénavant à sa charge l'ensemble des études préalables, par exemple les études techniques et les analyses de l'état initial, en vue de les transmettre aux candidats. Il organisera le débat public afin de déterminer la zone spécifique de l'appel d'offres.

Il est également prévu, dans le projet de loi pour une société de confiance, que les autorisations nécessaires pour les énergies renouvelables en mer soient remises sous la forme d'un «permis enveloppe».

L'objectif de ces mesures est double : d'une part, accélérer la mise en oeuvre des projets, tout en réduisant leur coût, ce qui est un véritable enjeu ; d'autre part, à travers l'organisation du débat public par l'État en amont, améliorer la concertation relative à ces projets, qui rencontrent parfois beaucoup d'oppositions, ou en tout cas de la méfiance.

Ce nouveau cadre sera pleinement applicable aux prochains appels d'offres annoncés lors des Assises de l'économie de la mer, notamment à l'appel d'offres éolien posé à Oléron qui sera lancé en 2018.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Président, Monsieur le Sénateur, pour la première fois, une COP était présidée par un petit État insulaire, les îles Fidji, qui sont d'ores et déjà directement concernées par la montée des mers. L'adaptation au changement climatique et la question de la montée des eaux, douces ou salées, étaient donc au coeur des discussions.

Nous le savons, le changement climatique affectera les ressources en eau potable et la fréquence des catastrophes naturelles. En parallèle, l'eau joue un rôle primordial dans les stratégies de lutte contre le réchauffement climatique avec l'hydroélectricité comme vaste mode de production propre d'électricité.

La thématique de l'eau a été particulièrement visible en zone «Bonn» lors de la journée «eau» de l'agenda de l'action, qui s'est déroulée autour de plusieurs temps forts : des plénières d'ouverture et de clôture où des messages forts sur l'importance de la prise en compte de l'eau dans les stratégies de résilience et de lutte contre le changement climatique ont été délivrés.

Une déclaration a été faite pour soutenir les solutions fondées sur la nature pour la gestion de l'eau dans le contexte du changement climatique, portée par les alliances mondiales pour l'eau et le climat, avec le soutien actif de la France et de l'Italie, et qui a aussi fait l'objet d'une cérémonie au sein de la plénière d'ouverture.

En outre, un après-midi technique a été organisé, avec des focus sur plusieurs thématiques,

comme l'accès aux financements, le développement urbain, l'eau dans l'agriculture ou encore la connaissance scientifique de l'eau.

Enfin, de nombreux autres événements sur l'eau se sont déroulés, notamment au pavillon français.

La France se félicite donc de la mobilisation de tous les acteurs, de tous les élus, des entreprises et des acteurs non étatiques durant la journée de l'eau, qui fait partie aussi, de façon totalement intégrante, des discussions et des résultats de la COP23.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Président, Monsieur le Sénateur, la France, pays hôte de l'Accord de Paris, a une responsabilité spécifique non seulement dans le maintien de l'esprit de cet accord, mais également dans sa mise en oeuvre. C'est cette responsabilité-là qui fait que nous voulons véritablement jouer un rôle moteur en Europe. Le président de la République l'a d'ailleurs rappelé dans son discours du 26 septembre dernier à la Sorbonne.

Dans ce même discours, il s'est prononcé pour des mesures fortes et des actions concrètes en faveur de la protection de l'environnement à l'échelon européen.

Évidemment, comme je le disais tout à l'heure, il est parfois difficile d'être ambitieux à vingt-huit. En l'espèce, nous nous heurtons de temps à autre aux limites de l'ambition collective européenne.

Il est vrai que nous pourrions faire plus et mieux à ce niveau. Je crois cependant qu'il est essentiel de ne pas se résigner et de garder en ligne de mire les objectifs que nous a fixés le président de la République.

Vous savez comme moi qu'en Allemagne se déroulent actuellement des négociations plus longues que prévu pour former un nouveau gouvernement. Nous n'en doutons pas, dès que l'Allemagne se sera dotée d'un nouvel exécutif, nous pourrions avancer de façon plus ambitieuse, main dans la main, sur ces sujets.

Nous sommes un peu dans une phase de flottement, si vous me permettez l'expression, mais soyez assuré, Monsieur le Sénateur, que nous sommes déterminés à aller de l'avant, si nécessaire avec un groupe un peu plus restreint que les vingt-huit membres de l'Union européenne, pour pousser l'ambition climatique.

J'étais récemment en Suède, où nous avons décidé de relancer le green grow group, c'est-à-dire ce groupe restreint de pays européens particulièrement moteurs et ambitieux sur cette question.

Vous avez raison de souligner, Monsieur le Sénateur, que nous devons toujours nous fixer comme objectif d'être plus ambitieux. C'est ce que nous faisons, et c'est aussi dans cet état d'esprit que je me rendrai au conseil des ministres de l'énergie, lundi.

C'est également pour envoyer un message ambitieux que je me rendrai vendredi prochain à Sofia, en Bulgarie - le pays qui assure actuellement la présidence de l'Union -, où je rencontrerai mon homologue. En impliquant les instances de l'Union, nous voulons montrer que nous sommes déterminés à travailler pour aller vers plus d'ambition à l'échelon européen./.

(Source : site Internet du Sénat)